

LES GRANDES PROBLÉMATIQUES DES AGRICULTURES FAMILIALES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

par Pierre-Marie **Bosc**¹ et Jacques **Marzin**

Il est aujourd'hui impossible de dénombrer les agricultures familiales de manière précise, car il n'existe pas de définition standardisée permettant de renseigner les systèmes statistiques nationaux. Pour autant, il n'y a pas de risque à affirmer que l'essentiel de l'agriculture mondiale repose sur elles : les agricultures familiales représentent des poids démographiques et économiques majeurs dans les pays en développement et en transition.

Nous proposons d'abord de définir l'agriculture familiale en positif et comparativement à d'autres formes d'organisation de la production agricole, notamment les formes patronales et entrepreneuriales. Notre argumentaire part des limites des dénominations usuelles fondées sur la taille, les rationalités, les orientations stratégiques ou encore les statuts légaux. Notre définition relève du registre cognitif et ambitionne aussi d'en faire une catégorie statistique robuste ; elle tente ainsi de s'affranchir des ambiguïtés des définitions usuelles mobilisées dans des enceintes militantes et politiques.

Si une définition générique est utile pour préciser et débattre des représentations, il importe de prendre compte deux sources principales de diversité qui s'expriment l'une au niveau « micro » des exploitations agricoles par une variété de types pouvant reposer sur un nombre réduit de critères, l'autre au niveau macro qui caractérise les trajectoires économiques structurelles des économies.

Ces diversités rendent illusoire une généralisation des problématiques. Cependant, quatre grands thèmes nous semblent emblématiques des enjeux actuels : le travail et l'emploi, l'accès aux ressources, les manières de produire et enfin la sécurité alimentaire.

En premier lieu, dans les situations où l'agriculture mobilise encore la majorité des actifs, et où la population agricole continuera à croître pendant quelques décades, la question de la création d'emplois dans l'agriculture est cruciale. En effet, contrairement à d'autres situations historiques, l'émigration n'est pas une option généralisable, et les autres secteurs de l'économie ne sont pas toujours en mesure d'absorber les jeunes ruraux (les capacités d'absorption hors agriculture dépendent du degré de diversification des économies). L'agriculture familiale aura donc un rôle crucial à jouer à condition qu'elle soit en mesure de fournir des emplois rémunérateurs et attractifs. Elle devra être accompagnée par des politiques publiques permettant des conditions de vie décentes en milieu rural.

Un second enjeu fort pour l'agriculture familiale dans les pays en développement concerne la sécurisation de l'accès aux ressources et en premier lieu au foncier, quelles qu'en soient les formes. Afin de préserver le potentiel d'emploi des agricultures familiales, cette sécurisation du foncier passe aussi par une régulation de l'accès au foncier pour les entreprises agricoles, notamment celles à base de capitaux extérieurs qui reposent généralement sur des systèmes techniques fortement mécanisés.

En troisième lieu, et notamment là où l'intensification agricole a été fortement développée, les questions d'impacts environnementaux et de santé publique (pour les producteurs et les consommateurs) se posent de manière cruciale. Maladies professionnelles, scandales sanitaires, pollution des écosystèmes, érosion de la biodiversité cultivée et des ressources naturelles de qualité, imposent de revoir les modalités de

¹ Cirad.

l'intensification, mais aussi de la transformation et de la mise en marché des produits.

Enfin, la place et le rôle de l'agriculture familiale dans ne peuvent être appréhendés et mesurés sans prendre en compte les dimensions marchandes mais aussi non marchandes de la sécurité alimentaire. Si le marché a sa place, d'autres formes de coordination sont essentielles et méritent l'attention des politiques : l'autoconsommation, les échanges de travail fondés sur la réciprocité et les mécanismes de solidarité familiaux et communautaires jouent un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire des ménages et permettent une gestion moins couteuse des aléas et des instabilités. Toutefois, ces dimensions non marchandes sont importantes, la stabilité et donc la régulation des prix des productions constituent une garantie de ressources monétaires pour l'accès aux aliments, à l'éducation et à la santé qui sont stratégiques pour la sécurité alimentaire des ménages.